



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFECTURE DU NORD

DIRECTION DE L'ADMINISTRATION GÉNÉRALE
ET DE L'ENVIRONNEMENT
BUREAU DE L'ENVIRONNEMENT

Lille, le 5 SEP. 2008

Réf. D.A.G.E./3 - MMC

Affaire suivie par : Mme CARDON Margaux

Téléphone : 03.20.30.54.62

Télécopie : 03.20.30.53.71

Le préfet de la région Nord - Pas-de-Calais
préfet du Nord
officier de l'ordre national de la légion
d'honneur
commandeur de l'ordre national du mérite

VU les dispositions du code de l'environnement ;

VU la déclaration en date du 25 mars 2008 complétée le 26 juin 2008 de Monsieur le Directeur de la société RECYCLAGE DES MATERIAUX DU NORD rue Gabriel Péri - BP 14 - 59273 FRETIN ;

DONNE RECEPISSE

à la SOCIÉTÉ RMN (RECYCLAGE DES MATERIAUX DU NORD) de sa déclaration d'exploiter une installation de distribution de liquides inflammables dont la capacité équivalente est de 2m³/h à FRETIN, rue Gabriel Péri .

Cet établissement est soumis à déclaration et rangé sous le(s) numéro(s) de la nomenclature :

1434 1. b): Liquides inflammables (installation de remplissage ou de distribution) - installations de chargement de véhicules citernes, de remplissage de récipients mobiles ou des réservoirs des véhicules à moteur, le débit maximum équivalent de l'installation, pour les liquides inflammables de la catégorie de référence (coefficient 1) étant supérieure ou égal à 1 m³/h, mais inférieur à 20 m³/h

(L'activité de stockage de liquides inflammables sous la rubrique 1432 , présente sur le site est déclarée inférieure au seuil de classement)

Le déclarant devra se conformer strictement aux prescriptions générales ci-jointes.

Conformément aux dispositions de l'article R512-53 du code de l'environnement susvisé, la déclaration cesse de produire effet lorsque l'installation n'a pas été mise en service dans le délai de trois ans ou lorsque l'exploitation a été interrompue pendant plus de deux années consécutives, sauf le cas de force majeure.

Conformément aux dispositions de l'article R512-54, toute modification apportée par le déclarant à l'installation, à son mode d'exploitation ou à son voisinage, entraînant un changement notable

des éléments du dossier de déclaration initiale doit être portée avant sa réalisation à la connaissance du préfet, qui peut exiger une nouvelle déclaration.

Conformément aux dispositions de l'article R512-68, lorsqu'une installation classée change d'exploitant, le nouvel exploitant en fait la déclaration au préfet dans le mois qui suit la prise en charge de l'exploitation. Cette déclaration mentionne, s'il s'agit d'une personne physique, les nom, prénoms et domicile du nouvel exploitant et, s'il s'agit d'une personne morale, sa dénomination ou sa raison sociale, sa forme juridique, l'adresse de son siège social ainsi que la qualité du signataire de la déclaration. Il est délivré un récépissé sans frais de cette déclaration.

Conformément aux dispositions de l'article R512-69, l'exploitant d'une installation soumise à autorisation ou à déclaration est tenu de déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de l'installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511.1.

Conformément aux dispositions de l'article R512-74, l'exploitant qui met à l'arrêt définitif son installation notifie au préfet la date de cet arrêt au moins trois mois avant celui-ci. Cette notification indique les mesures prises ou prévues pour assurer la mise en sécurité du site. L'exploitant doit placer le site de l'installation dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L 511-1 et qu'il permette un usage futur du site déterminé selon les dispositions des articles R512-75 et R512-76.

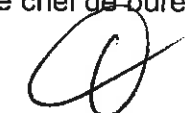
Conformément aux dispositions de l'article R512-77, un arrêté du ministre chargé des installations classées, pris dans les formes prévues à l'article L512-10, fixe les conditions d'application de l'article R512-76 aux installations soumises à déclaration.

Conformément aux dispositions de l'article R512-78, le préfet peut à tout moment, même après la remise en état du site, imposer à l'exploitant, par arrêté pris dans les formes prévues à l'article R512-31, les prescriptions nécessaires à la protection des intérêts mentionnés à l'article L511-1.

Ce récépissé ne dispense nullement des formalités relatives au permis de construire ni de l'observation des autres prescriptions prévues par les lois et règlements en vigueur, notamment en matière d'hygiène et de sécurité des travailleurs.

Le présent récépissé fera l'objet d'un affichage en mairie pendant une durée d'un mois, avec mention de la possibilité pour les tiers de consulter le texte des prescriptions générales.

Le préfet
Pour le préfet
P/Le chef de bureau délégué,



Christian DELANNOY

P.J. : Prescriptions

